Bilan des 4 mégabanques françaises en 2015

PIB français

2085 Mds €

5865 Mds €

BNP PARIBAS

SOCIETE GENERALE

CRÉDIT AGRICOLE

GROUPE BPCE

Les plus grosses banques de la zone euro (bilans 2015) :

(Source : GénérationLibre, 2017)

BNP Paribas 1 800,1 milliards d'euros

Groupe Crédit Agricole 1 706,3 milliards

Deutsche Bank 1 611 milliards

Société Générale 1 235,3 milliards

Groupe BPCE 1 123,5 milliards

Banco Santander 1 115,6 milliards

Bilan des 4 mégabanques françaises en 2015

PIB français

2085 Mds €

5865 Mds €

BNP PARIBAS

SOCIETE GENERALE

CRÉDIT AGRICOLE

GROUPE BPCE

Les plus grosses banques de la zone euro (bilans 2015) :

(Source : GénérationLibre, 2017)

BNP Paribas 1 800,1 milliards d'euros

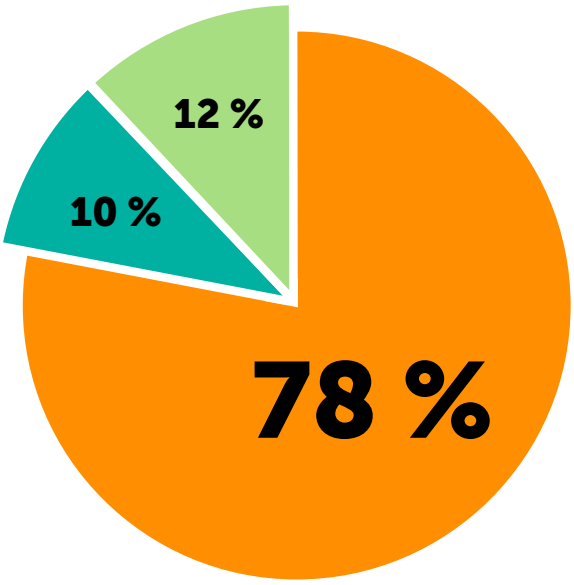
Groupe Crédit Agricole 1 706,3 milliards

Deutsche Bank 1 611 milliards

Société Générale 1 235,3 milliards

Groupe BPCE 1 123,5 milliards

Banco Santander 1 115,6 milliards

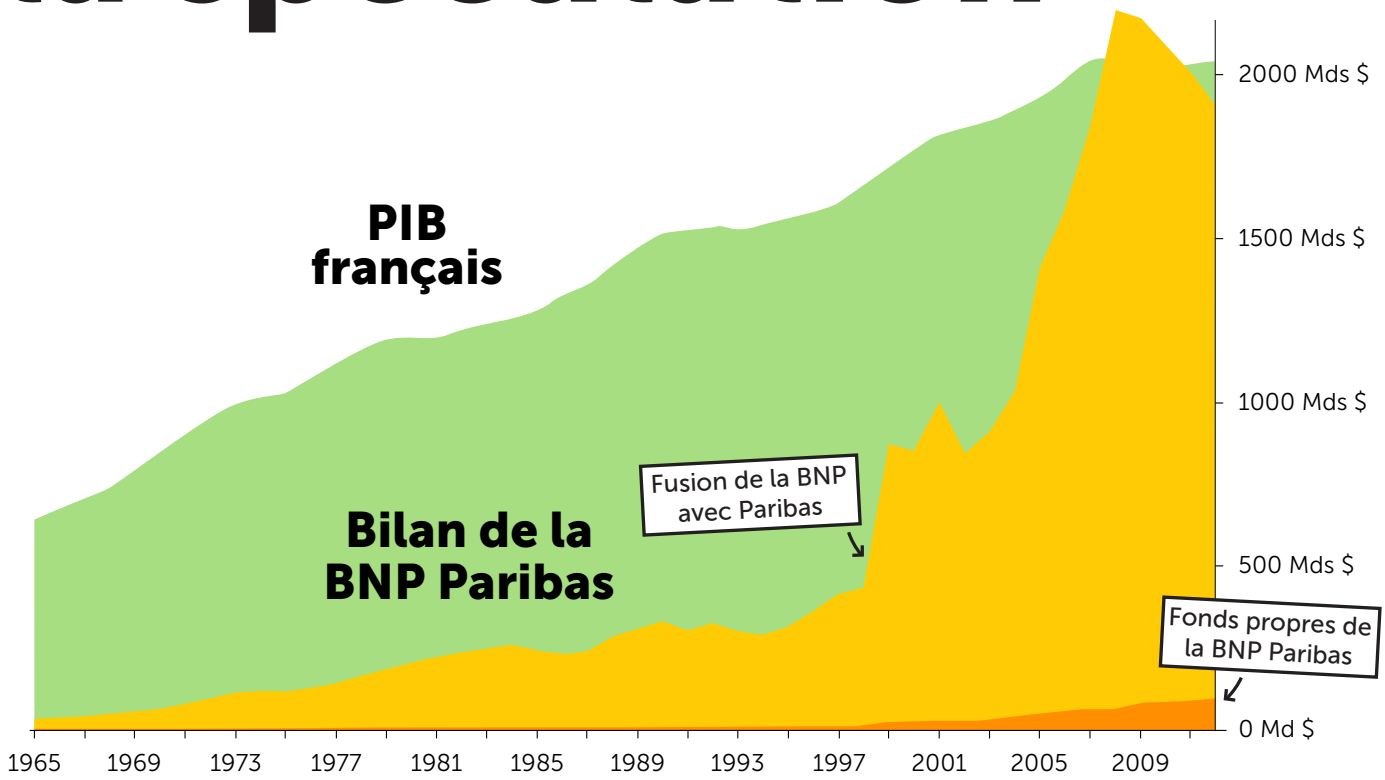


Bilan des banques françaises en 2013

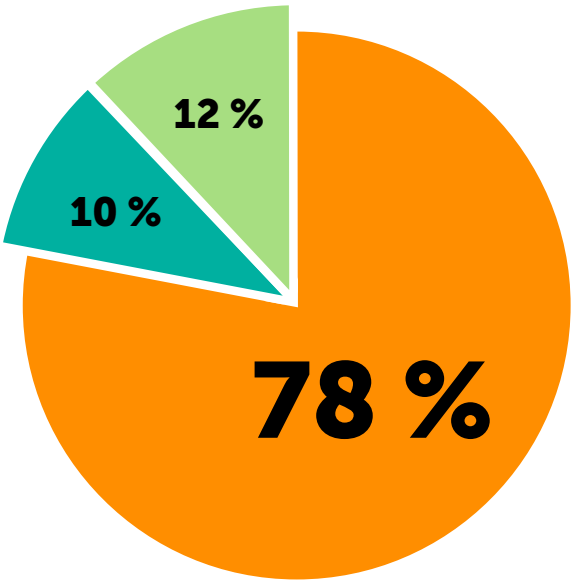
- **Spéculations**
- **Crédits aux entreprises**
- **Crédits aux ménages**

Source : Gaël Giraud, 2013

Le centre de gravité des banques françaises : **la spéculation**



source : Rapports annuels ; Olivier Berruyer

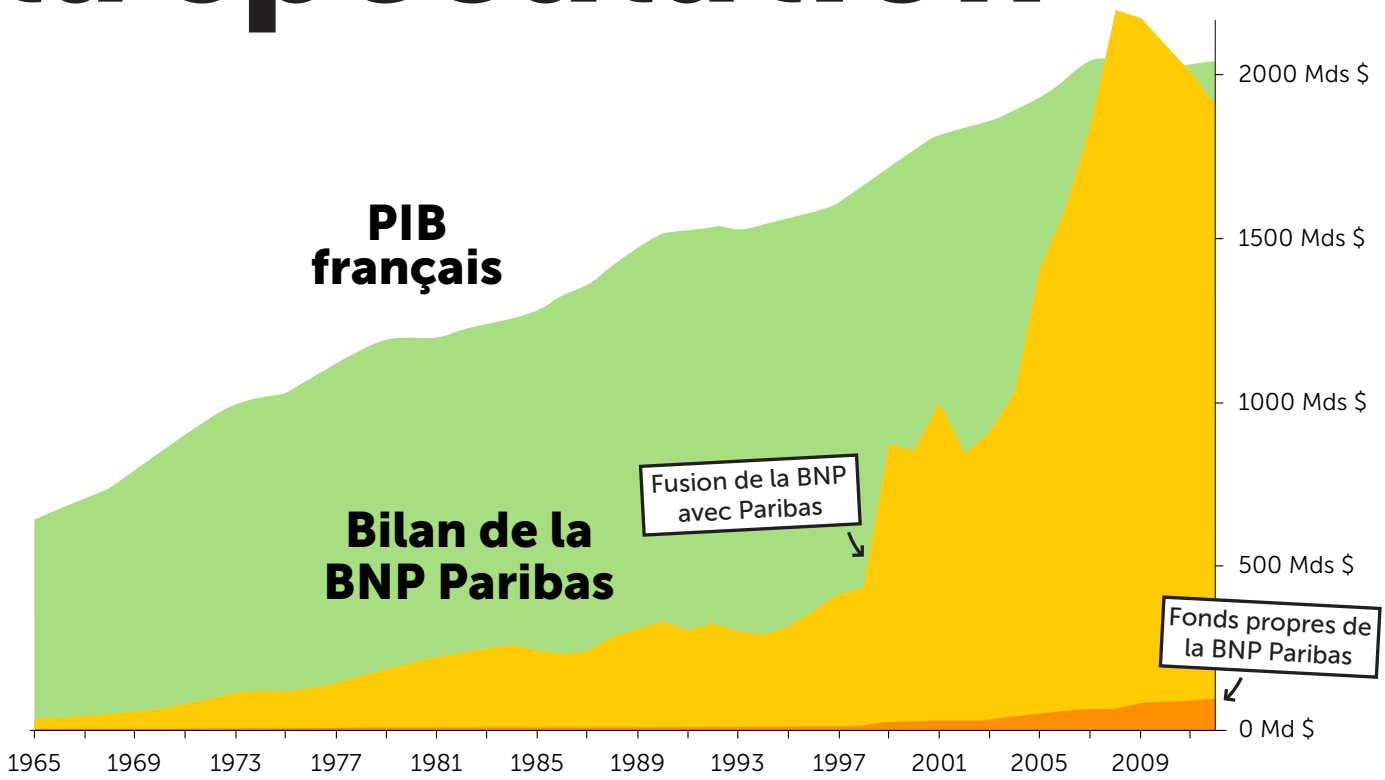


Bilan des banques françaises en 2013

- **Spéculations**
- **Crédits aux entreprises**
- **Crédits aux ménages**

Source : Gaël Giraud, 2013

Le centre de gravité des banques françaises : **la spéculation**

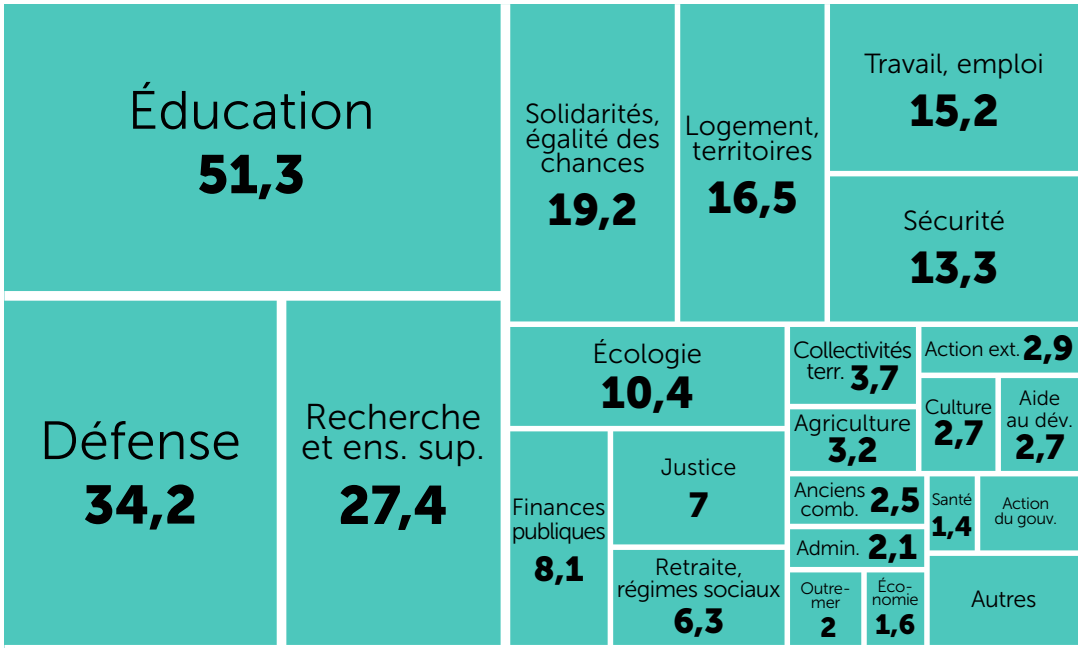


source : Rapports annuels ; Olivier Berruyer

Le budget 2018 du gouvernement Macron

à comparer aux moyens que nous aurions si nous maîtrisions la finance

- Répartition en milliards d'euros des crédits de paiement des 30 missions du budget général de l'état français.
- Budget consacré au remboursement de la dette auprès des marchés.
- Manque à gagner dû à l'évasion fiscale.
- Investissements qui devraient pouvoir être engagés par le rétablissement d'un système de banque nationale.



Service de la dette

51,3

dû à l'accumulation de taux d'intérêts, et à la course aux cadeaux fiscaux, depuis 1973

Évasion fiscale

~80-120

de participation par l'impôt que l'État devrait avoir à sa disposition, chaque année

Le crédit national

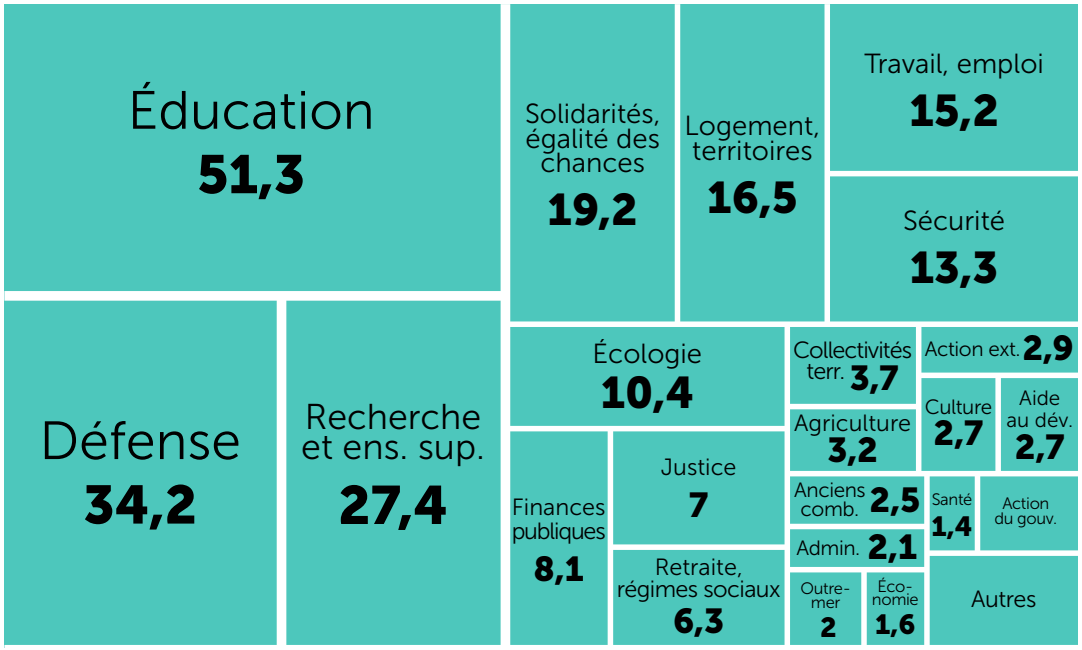
~100

d'investissements directs et annuels qui devraient être garantis dans le cadre d'une politique de crédit national productif. Pour cela, il nous faut rétablir un système de banque nationale.

Le budget 2018 du gouvernement Macron

à comparer aux moyens que nous aurions si nous maîtrisions la finance

- Répartition en milliards d'euros des crédits de paiement des 30 missions du budget général de l'état français.
- Budget consacré au remboursement de la dette auprès des marchés.
- Manque à gagner dû à l'évasion fiscale.
- Investissements qui devraient pouvoir être engagés par le rétablissement d'un système de banque nationale.



Service de la dette

51,3

dû à l'accumulation de taux d'intérêts, et à la course aux cadeaux fiscaux, depuis 1973

Évasion fiscale

~80-120

de participation par l'impôt que l'État devrait avoir à sa disposition, chaque année

Le crédit national

~100

d'investissements directs et annuels qui devraient être garantis dans le cadre d'une politique de crédit national productif. Pour cela, il nous faut rétablir un système de banque nationale.

Les renflouements en 2007-2008

Renflouements états-uniens au profit des établissements bancaires sur la période 2007-2008 :

4616 mds $

NASA : 851 mds $

Guerre du Vietnam : 698 mds $

Guerre d'Irak : 597 mds $

Le New Deal : 500 mds $

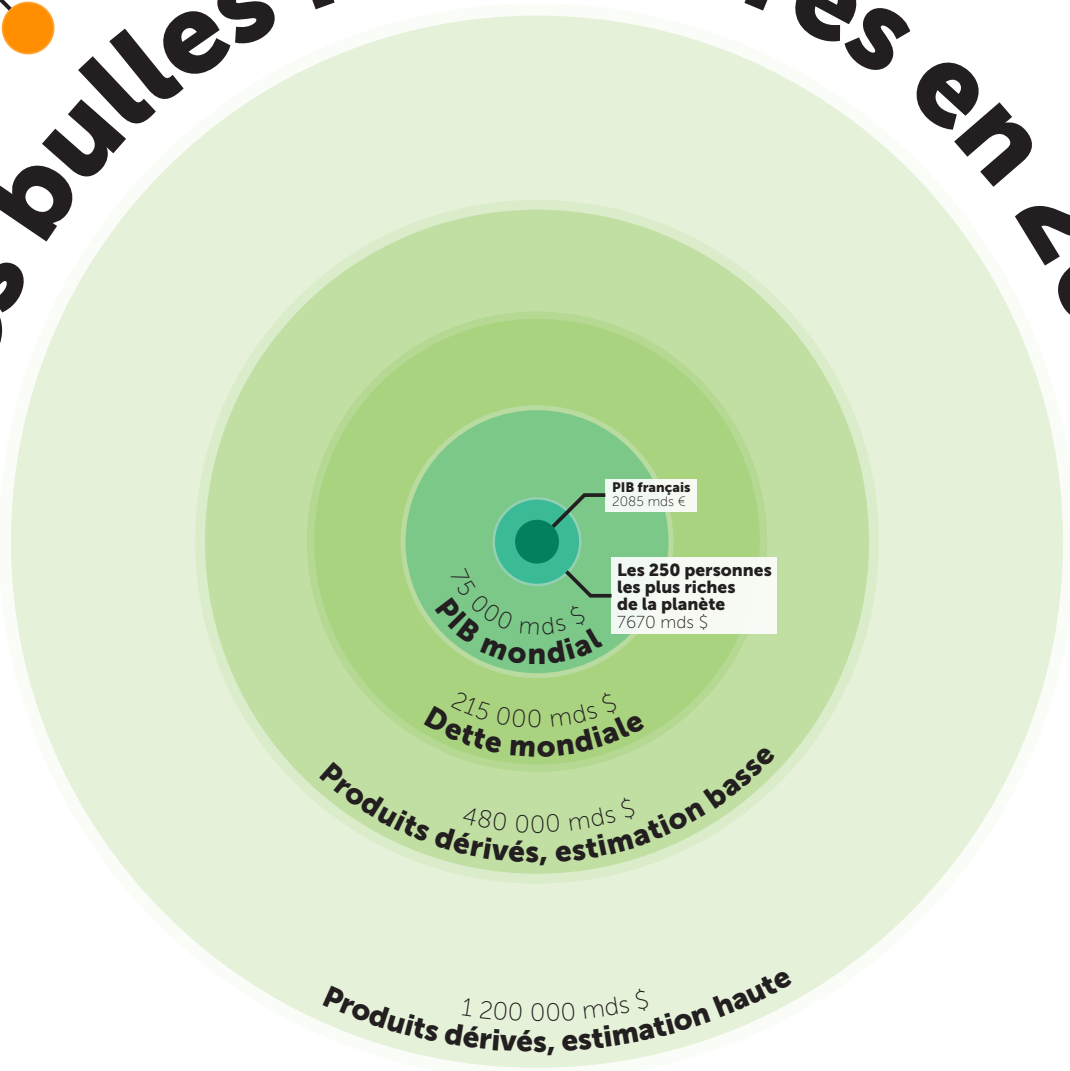
Guerre de Corée : 454 mds $

Crise des Savings and loans (1987) : 256 mds $
Missions Appolo : 237 mds $
Achat de la Louisiane : 217 mds $
Plan Marshall : 115 mds $

Source : Global Research, décembre 2008

Renflouements états-uniens sur la période 2007-2008

Les bulles financières en 2017



Les renflouements en 2007-2008

Renflouements états-uniens au profit des établissements bancaires sur la période 2007-2008 :

4616 mds $

NASA : 851 mds $

Guerre du Vietnam : 698 mds $

Guerre d'Irak : 597 mds $

Le New Deal : 500 mds $

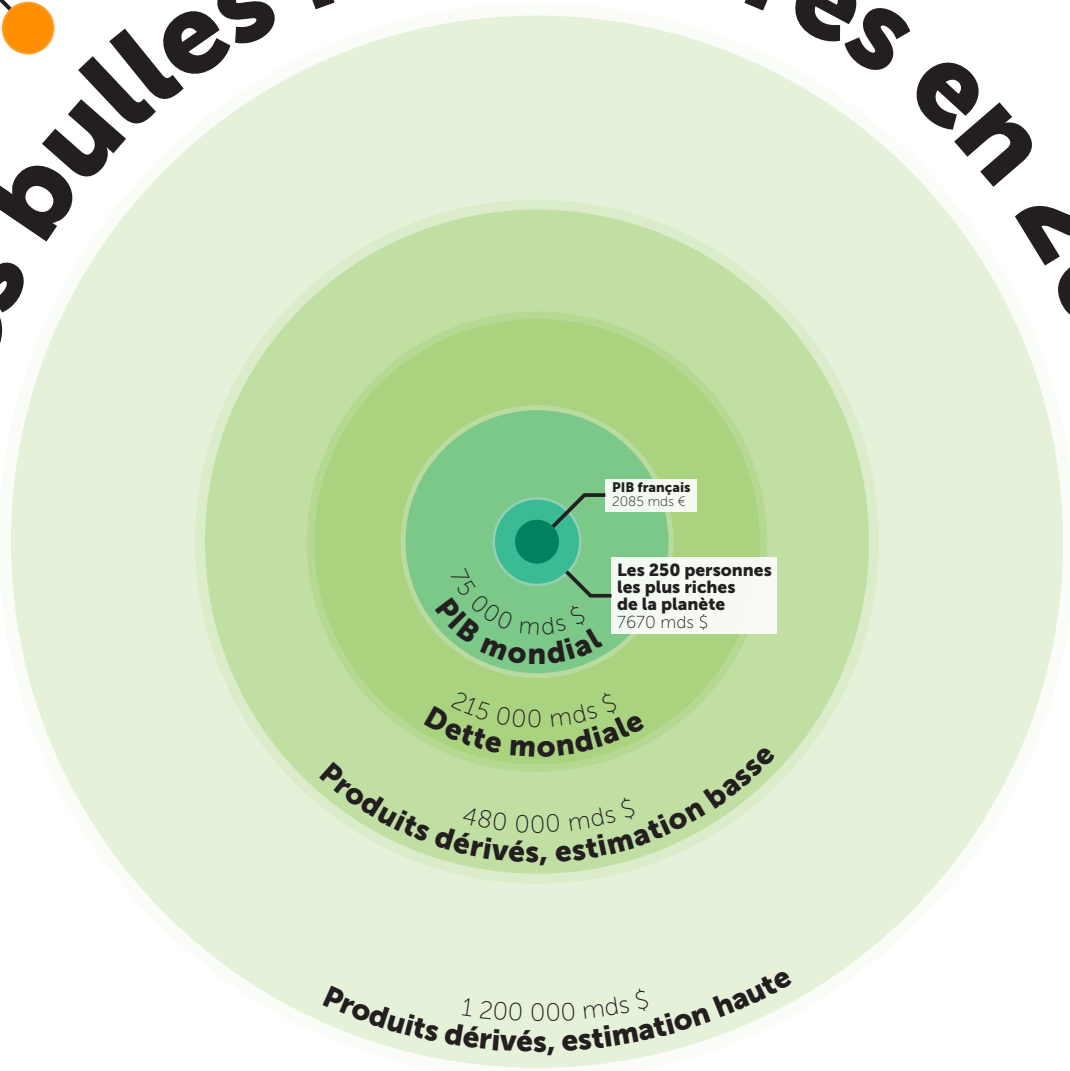
Guerre de Corée : 454 mds $

Crise des Savings and loans (1987) : 256 mds $
Missions Appolo : 237 mds $
Achat de la Louisiane : 217 mds $
Plan Marshall : 115 mds $

Source : Global Research, décembre 2008

Renflouements états-uniens sur la période 2007-2008

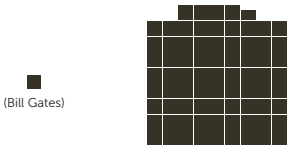
Les bulles financières en 2017



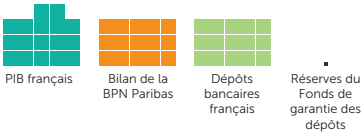
L'univers extraordinaire de la finance internationale

Chaque ■ équivaut à 100 milliards de dollars.

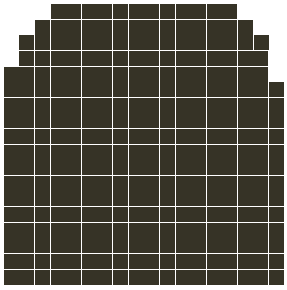
Budget de l'État français pour 2018 (crédits de paiement des 30 missions du budget général de l'état) : 240,5 milliards d'euros



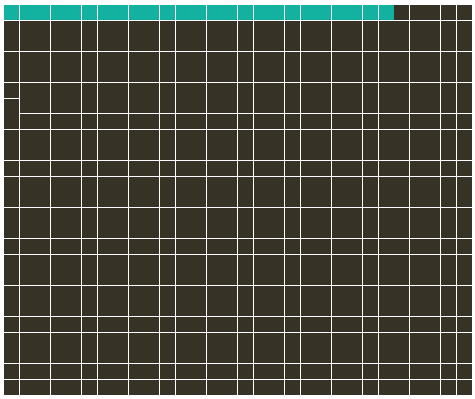
Les 250 personnes les plus riches de la planète : 7670 mds $ selon Forbes (Bill Gates : 88,9 mds $)



PIB français : 2085 mds €
Bilan de la BPN Paribas (2015) : 1800 mds €
Total des dépôts bancaires français : 1820 mds € (banque de France)
Réserves du Fonds de garantie des dépôts : 3,4 mds € (Fonds de garantie des dépôts et de résolution)

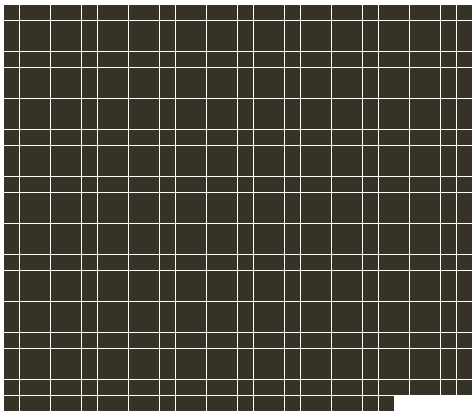


Narrow money (M1=argent physique en circulation, billets et pièces + argent disponible sur les comptes bancaires) : 30970 mds $ (CIA world factbook)

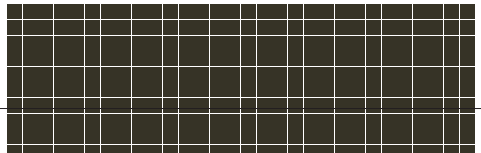


PIB français

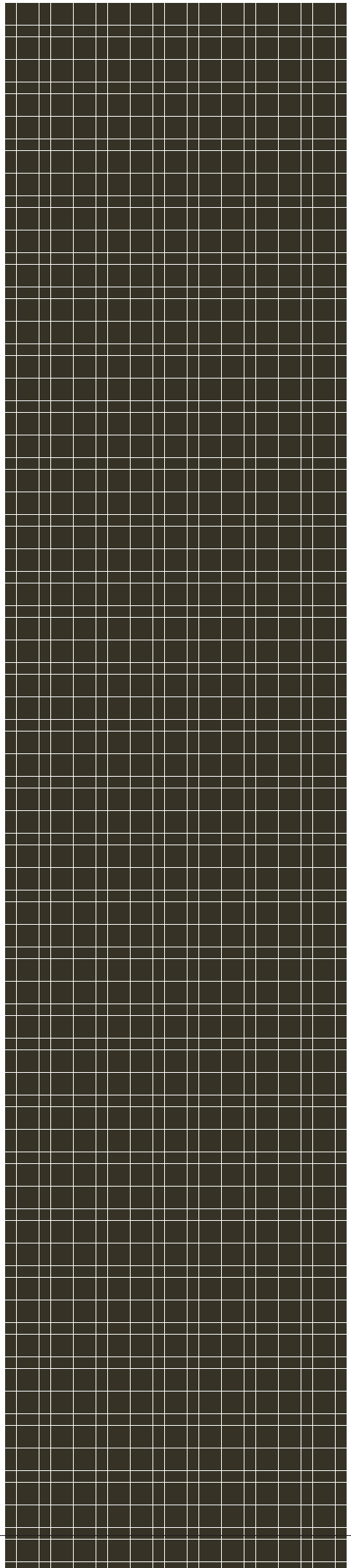
PIB mondial : 75 000 mds $ (source BRI)



Valeur totale des transactions échangées sur les bourses : 77507 mds $ (World Federation of exchange database)



Broad money (M1 + épargne) : 83640 mds $ (CIA world factbook)

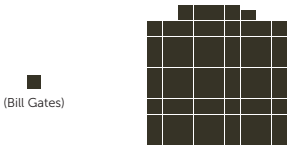


Produits dérivés (notionel): 480000 à 1200000 mds € (BRI)

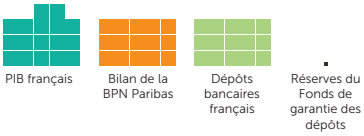
L'univers extraordinaire de la finance internationale

Chaque ■ équivaut à 100 milliards de dollars.

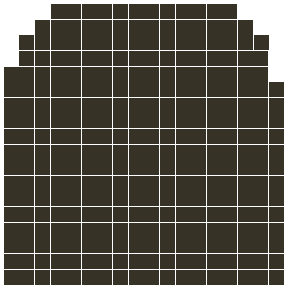
Budget de l'État français pour 2018 (crédits de paiement des 30 missions du budget général de l'état) : 240,5 milliards d'euros



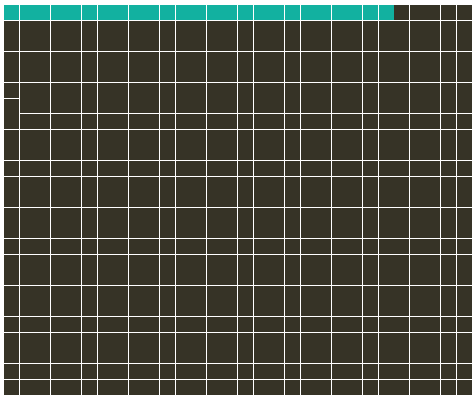
Les 250 personnes les plus riches de la planète : 7670 mds $ selon Forbes (Bill Gates : 88,9 mds $)



PIB français : 2085 mds €
Bilan de la BPN Paribas (2015) : 1800 mds €
Total des dépôts bancaires français : 1820 mds € (banque de France)
Réserves du Fonds de garantie des dépôts : 3,4 mds € (Fonds de garantie des dépôts et de résolution)

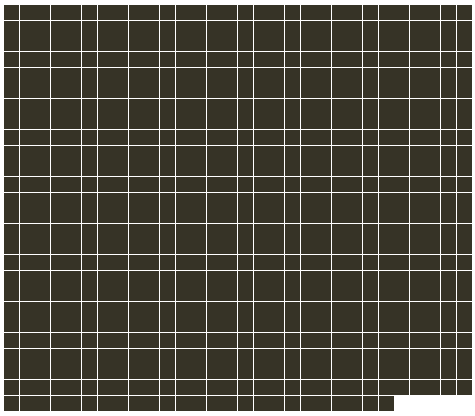


Narrow money (M1=argent physique en circulation, billets et pièces + argent disponible sur les comptes bancaires) : 30970 mds $ (CIA world factbook)

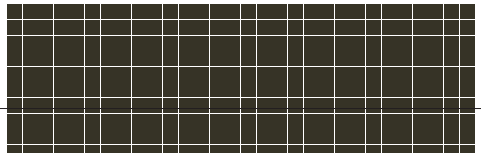


PIB français

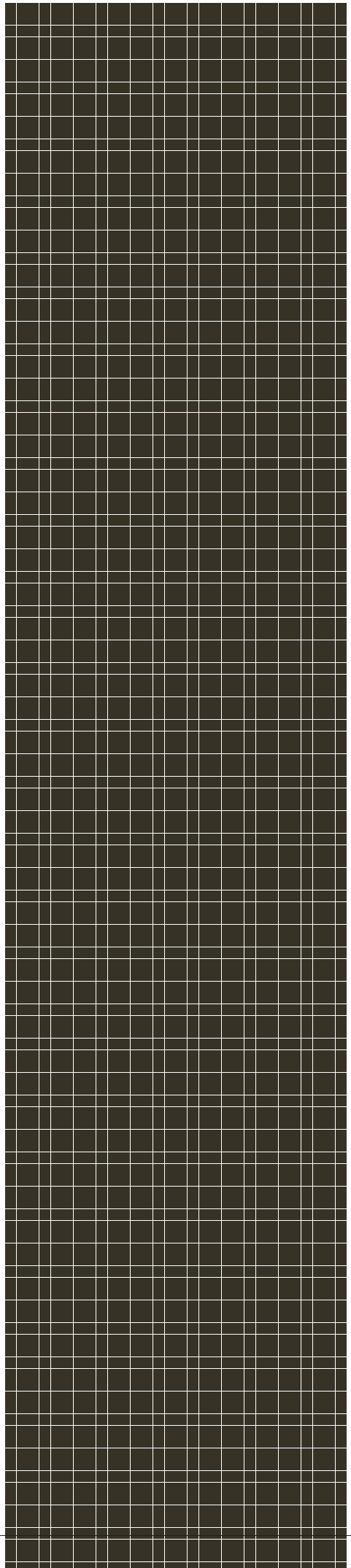
PIB mondial : 75 000 mds $ (source BRI)



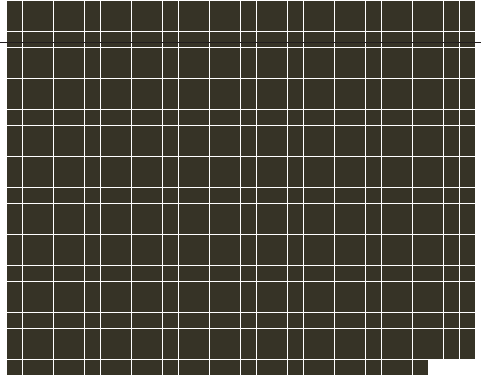
Valeur totale des transactions échangées sur les bourses : 77507 mds $ (World Federation of exchange database)

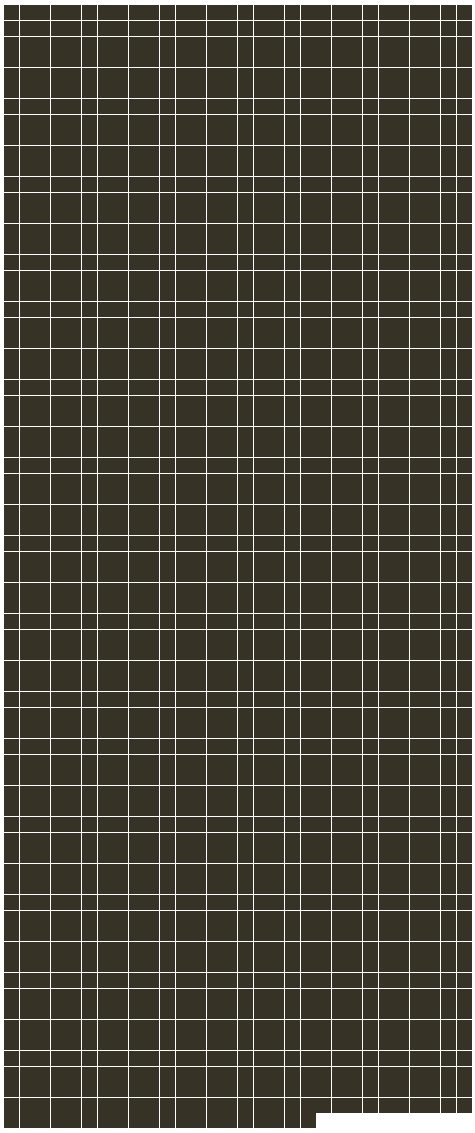


Broad money (M1 + épargne) : 83640 mds $ (CIA world factbook)

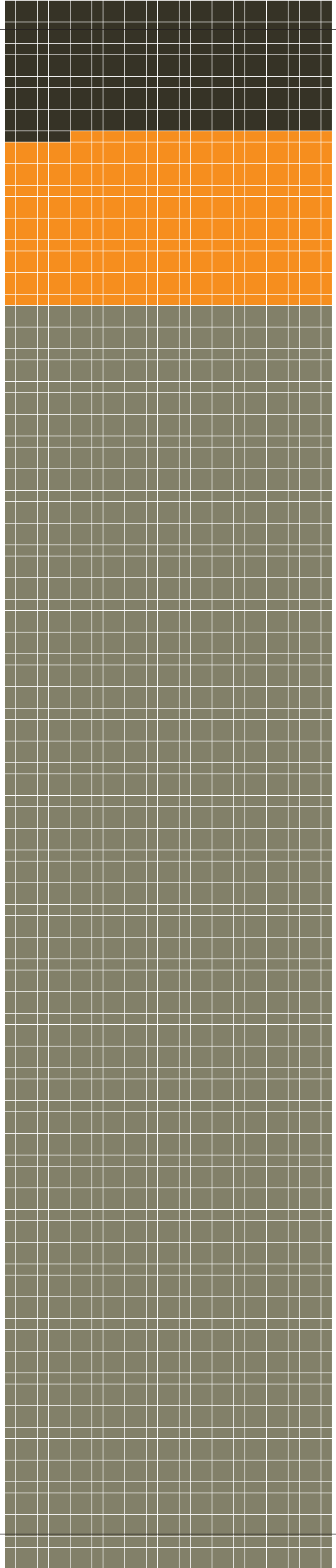


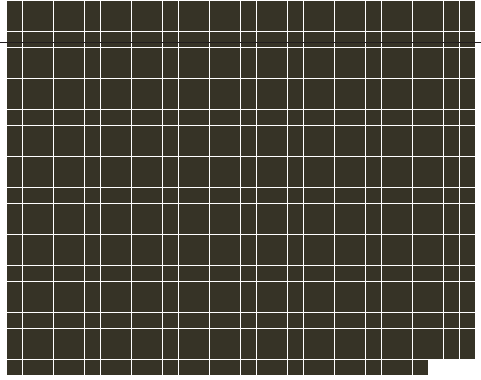
Produits dérivés (notionel): 480000 à 1200000 mds € (BRI)

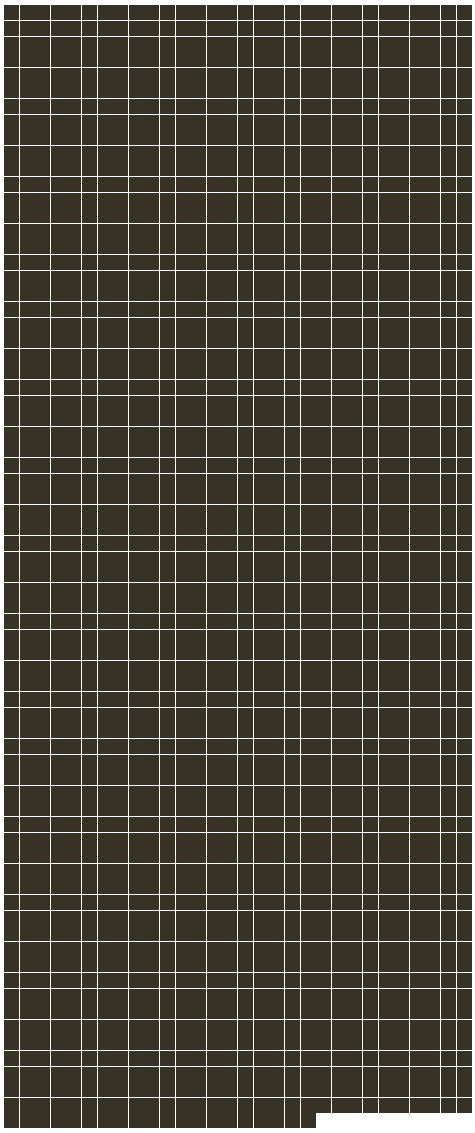




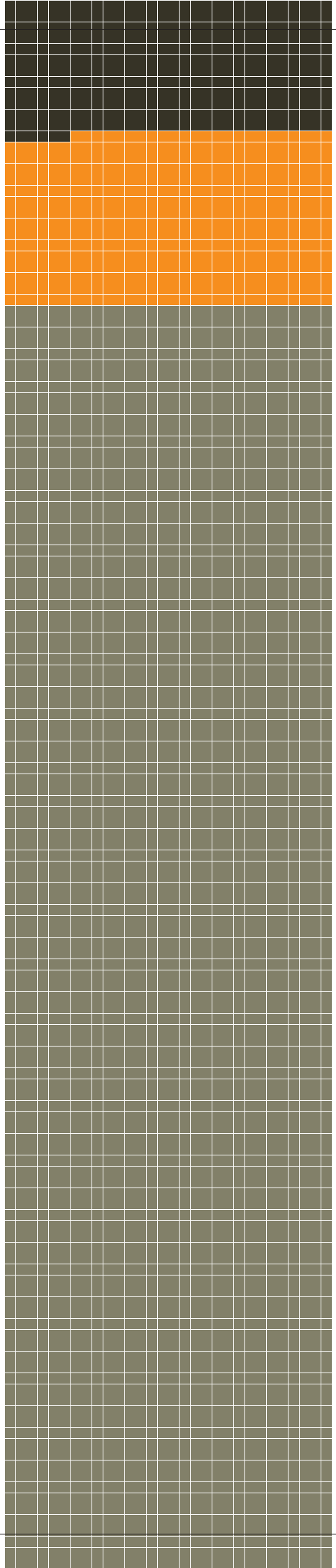
Dette mondiale :
215000 mds $ (BRI)

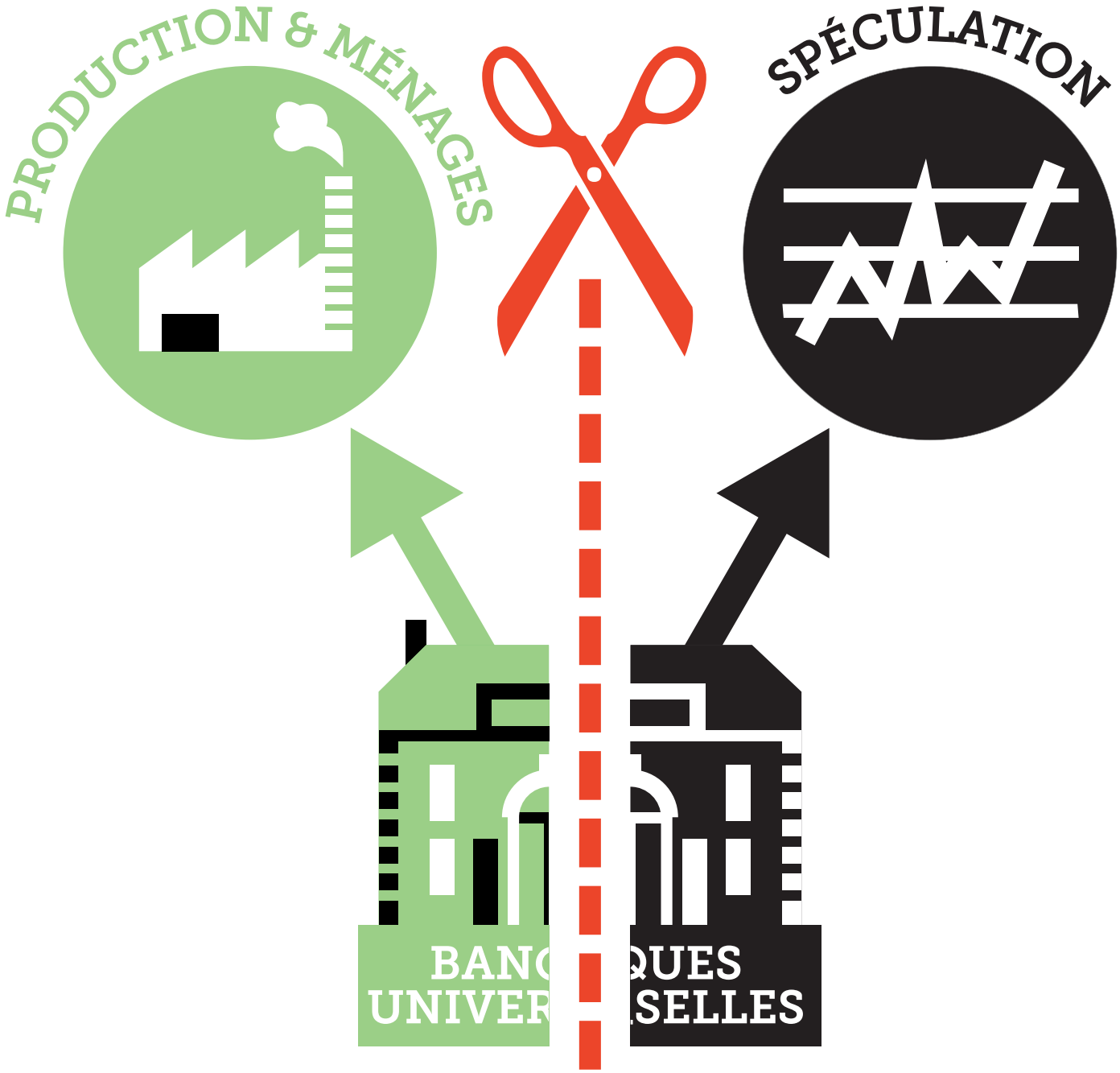


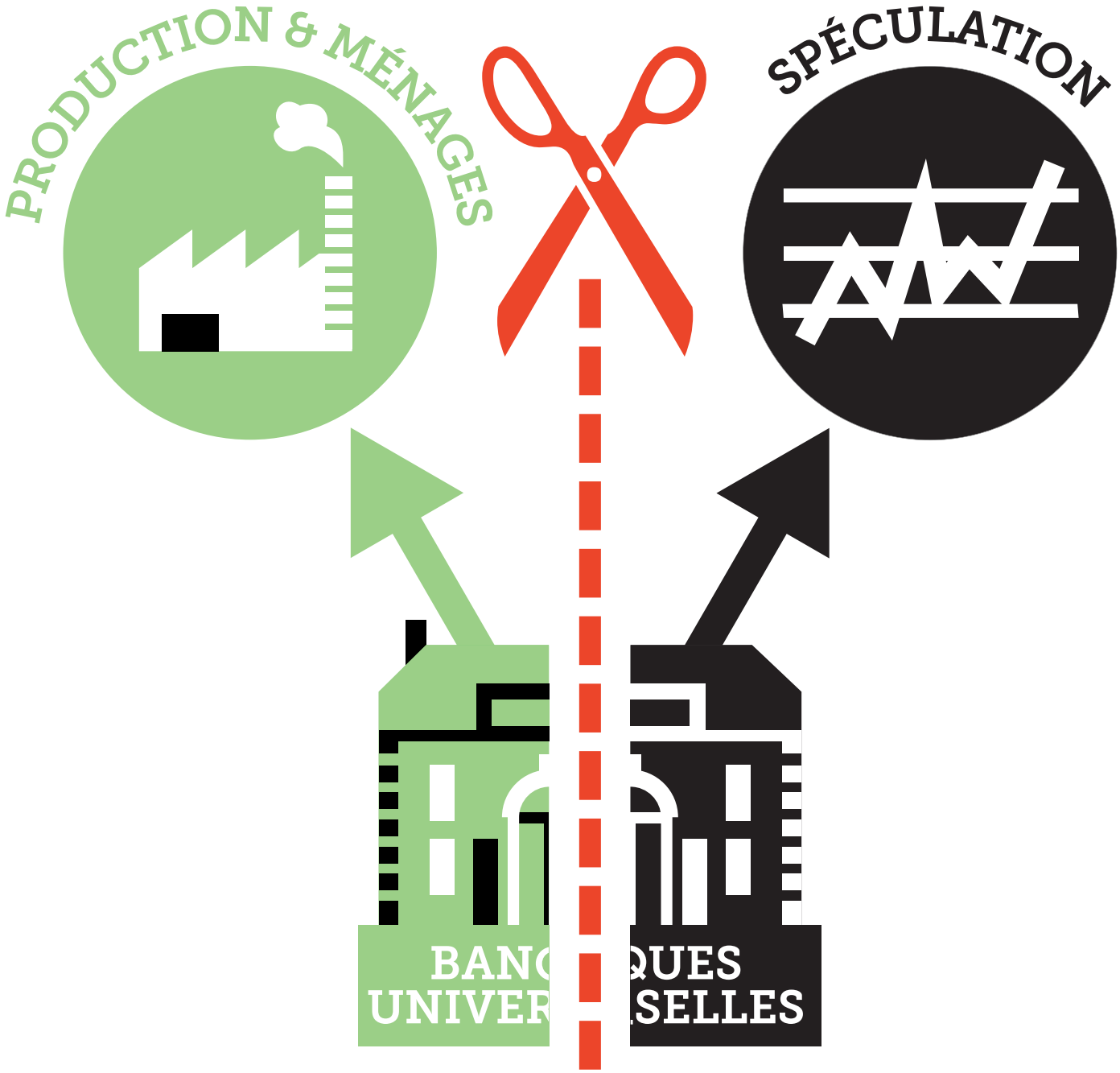




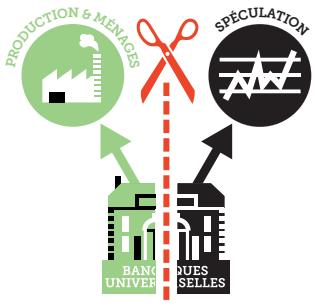
Dette mondiale :
215000 mds $ (BRI)




PRODUCTION & MÉNAGES
SPÉCULATION
BANQUES
UNIVERSELLES


PRODUCTION & MÉNAGES
SPÉCULATION
BANQUES
UNIVERSELLES

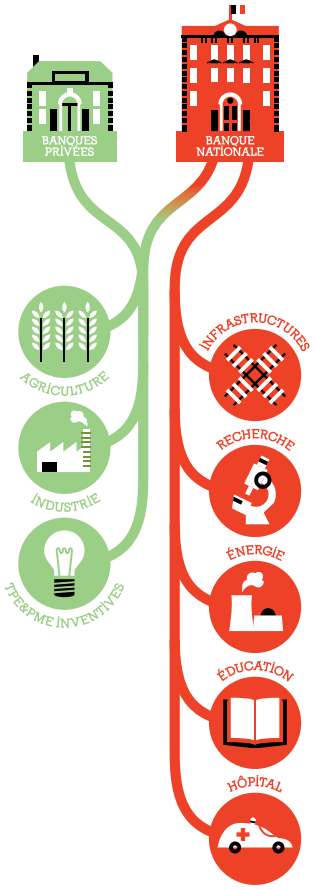
Devant le tsunami financier qui nous menace, il est impératif de déclarer un état d'urgence financier car toutes les plus grandes banques du monde, y compris les nôtres, seraient en faillite si elles n'étaient pas soutenues par l'émission d'argent électronique des banques centrales. Ce système de faux-monnayeurs ne survit qu'en détournant les flux financiers de l'économie réelle vers un vaste Monopoly de capital fictif, c'est-à-dire un capital qui ne correspond pas à la création de biens physiques ou à l'amélioration des conditions de vie des êtres humains.



Face à cela, quatre types de mesures s'imposent :

• **Une réforme bancaire séparant de façon stricte et patrimoniale les banques.** Plus précisément, il s'agit, à titre préventif, par une loi, de séparer de façon stricte et patrimoniale deux types de banques : d'une part les banques de dépôt et de crédit qui perdront le droit de s'engager dans des activités de marché ; de l'autre les banques d'affaires et de marché qui seront privées de la collecte des dépôts. (Merci de signer la pétition) ;

• **Du crédit productif public émis par une banque nationale.** Cela implique notamment, grâce à une planification participative, la mise en place, à l'échelle européenne et internationale, de mécanismes publics coordonnés de **financement à long terme et faible taux d'intérêt,** en vue de l'exécution de ces grands travaux, impliquant l'abandon du système monétariste aujourd'hui en vigueur. A l'échelle de chaque pays, les Trésors publics pourront ainsi utiliser, pour les projets d'équipement à moyen et long terme dans les cadres nationaux, européens et internationaux, des avances ou crédits de leur banque nationale ou de leurs pôles financiers publics respectifs à des taux préférentiels, en coordonnant les efforts entre partenaires selon les besoins ;



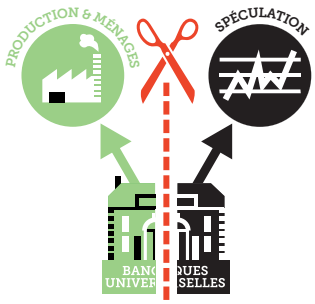
• **Un « Nouveau Bretton Woods » rétablissant un ordre monétaire international fondé sur le développement mutuel.** Plus précisément, il s'agit d'organiser une grande conférence internationale en vue de refonder un ordre de développement mutuel entre les nations et les peuples. Le préalable à cette conférence sera **un « jubilé » d'annulation des dettes illégitimes,** déterminées en commun, et son principe ultime, de donner à l'humanité des objectifs communs. Concrètement, dans le cas de la Grèce, où près de 90 % des plans d'aide et de crédit qui lui ont été théoriquement accordés ont en réalité servi à renflouer les établissements financiers (banques, compagnies d'assurance, etc.), il est évident qu'une annulation partielle de sa dette et un moratoire pour une autre part s'imposent. Ouvrir la possibilité d'équiper et de produire, en délaçant le corset de la dette illégitime, est la seule voie pour accéder au remboursement de la part légitime de la dette, tout en évitant à la fois une déflation prédatrice et une inflation destructrice ;

• **Une grande mobilisation pour l'innovation scientifique et technologique,** tel un programme à marche forcée pour la maîtrise de l'énergie de fusion et son utilisation, ainsi qu'une coopération internationale pour la recherche spatiale, sera le vecteur scientifique indispensable de cette nouvelle croissance. L'objectif prioritaire sera avant tout d'augmenter la productivité de l'économie réelle et le niveau de vie des populations de tous les pays, en promouvant le progrès scientifique et technologique et l'accroissement de la densité de flux énergétique dans le processus de production.

Le terrain financier se trouvant alors déminé et le principe de crédit public adopté, nous nous efforcerons, à l'échelle européenne et internationale, dans la perspective d'« une ceinture, une route » tracée par la Chine, d'organiser une initiative coordonnée de grands travaux, afin d'équiper l'homme et la nature en vue d'un développement mutuel entre les peuples.

Il est évident que la France ne peut mettre en œuvre cette politique à elle seule. Tout repli national est en soi impossible. C'est donc à une autre dimension de la nation que nous nous efforcerons de la porter. Cette dimension, que le général de Gaulle désignait comme le service de la « cause de l'humanité », s'accorde à la mission universelle qui a toujours caractérisé notre République.

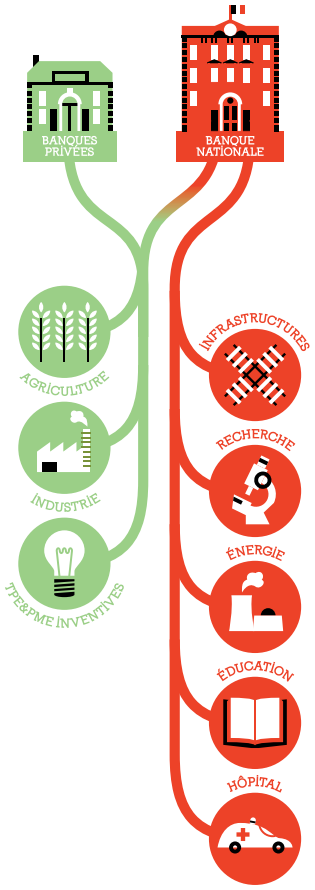
Devant le tsunami financier qui nous menace, il est impératif de déclarer un état d'urgence financier car toutes les plus grandes banques du monde, y compris les nôtres, seraient en faillite si elles n'étaient pas soutenues par l'émission d'argent électronique des banques centrales. Ce système de faux-monnayeurs ne survit qu'en détournant les flux financiers de l'économie réelle vers un vaste Monopoly de capital fictif, c'est-à-dire un capital qui ne correspond pas à la création de biens physiques ou à l'amélioration des conditions de vie des êtres humains.



Face à cela, quatre types de mesures s'imposent :

• **Une réforme bancaire séparant de façon stricte et patrimoniale les banques.** Plus précisément, il s'agit, à titre préventif, par une loi, de séparer de façon stricte et patrimoniale deux types de banques : d'une part les banques de dépôt et de crédit qui perdront le droit de s'engager dans des activités de marché ; de l'autre les banques d'affaires et de marché qui seront privées de la collecte des dépôts. (Merci de signer la pétition) ;

• **Du crédit productif public émis par une banque nationale.** Cela implique notamment, grâce à une planification participative, la mise en place, à l'échelle européenne et internationale, de mécanismes publics coordonnés de **financement à long terme et faible taux d'intérêt,** en vue de l'exécution de ces grands travaux, impliquant l'abandon du système monétariste aujourd'hui en vigueur. A l'échelle de chaque pays, les Trésors publics pourront ainsi utiliser, pour les projets d'équipement à moyen et long terme dans les cadres nationaux, européens et internationaux, des avances ou crédits de leur banque nationale ou de leurs pôles financiers publics respectifs à des taux préférentiels, en coordonnant les efforts entre partenaires selon les besoins ;



• **Un « Nouveau Bretton Woods » rétablissant un ordre monétaire international fondé sur le développement mutuel.** Plus précisément, il s'agit d'organiser une grande conférence internationale en vue de refonder un ordre de développement mutuel entre les nations et les peuples. Le préalable à cette conférence sera **un « jubilé » d'annulation des dettes illégitimes,** déterminées en commun, et son principe ultime, de donner à l'humanité des objectifs communs. Concrètement, dans le cas de la Grèce, où près de 90 % des plans d'aide et de crédit qui lui ont été théoriquement accordés ont en réalité servi à renflouer les établissements financiers (banques, compagnies d'assurance, etc.), il est évident qu'une annulation partielle de sa dette et un moratoire pour une autre part s'imposent. Ouvrir la possibilité d'équiper et de produire, en délaçant le corset de la dette illégitime, est la seule voie pour accéder au remboursement de la part légitime de la dette, tout en évitant à la fois une déflation prédatrice et une inflation destructrice ;

• **Une grande mobilisation pour l'innovation scientifique et technologique,** tel un programme à marche forcée pour la maîtrise de l'énergie de fusion et son utilisation, ainsi qu'une coopération internationale pour la recherche spatiale, sera le vecteur scientifique indispensable de cette nouvelle croissance. L'objectif prioritaire sera avant tout d'augmenter la productivité de l'économie réelle et le niveau de vie des populations de tous les pays, en promouvant le progrès scientifique et technologique et l'accroissement de la densité de flux énergétique dans le processus de production.

Le terrain financier se trouvant alors déminé et le principe de crédit public adopté, nous nous efforcerons, à l'échelle européenne et internationale, dans la perspective d'« une ceinture, une route » tracée par la Chine, d'organiser une initiative coordonnée de grands travaux, afin d'équiper l'homme et la nature en vue d'un développement mutuel entre les peuples.

Il est évident que la France ne peut mettre en œuvre cette politique à elle seule. Tout repli national est en soi impossible. C'est donc à une autre dimension de la nation que nous nous efforcerons de la porter. Cette dimension, que le général de Gaulle désignait comme le service de la « cause de l'humanité », s'accorde à la mission universelle qui a toujours caractérisé notre République.

LE CRÉDIT NATIONAL

POUR L'ÉQUIPEMENT DE L'HOMME ET DE LA NATURE
Le pouvoir qui contrôle la monnaie et le crédit contrôle l'économie.
Le crédit public est donc l'arme qui permet de créer
un développement global, c'est-à-dire économique, humain et social.

BANQUE NATIONALE

CONSEIL NATIONAL DU CRÉDIT

En modifiant son statut, on fera de la Banque de France une « Banque nationale » ayant le monopole de la création monétaire et de crédit. Elle sera gérée par un Conseil national du crédit rassemblant en son sein toutes les forces vives de la nation et pas seulement des banquiers, des agents du Trésor et des inspecteurs des finances.

100 MILLIARDS/AN

émission ex-nihilo en anticipation
des richesses générées,
soit 4,5% du PIB, contre 5% du PIB
lors du New Deal de Roosevelt

ÉCONOMIE RÉELLE

Grands travaux (espace, mer, nucléaire, infrastructures...)

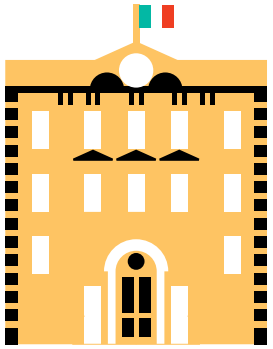
Revitalisation du territoire
Urgence sociale

EFFETS D'ENTRAÎNEMENT

- Qualification de la Main d'oeuvre
- Réindustrialisation
- Nouvelles filières
- Aménagement du territoire
- Découvertes scientifiques

HAUSSE DU NIVEAU DE VIE

donnant sa valeur au crédit et
constituant sa contrepartie réelle



BANQUE NATIONALE

CONSEIL NATIONAL DU CRÉDIT

En modifiant son statut, on fera de la Banque de France une « Banque nationale » ayant le monopole de la création monétaire et de crédit. Elle sera gérée par un Conseil national du crédit rassemblant en son sein toutes les forces vives de la nation et pas seulement des banquiers, des agents du Trésor et des inspecteurs des finances.

LE CRÉDIT NATIONAL

POUR L'ÉQUIPEMENT DE L'HOMME ET DE LA NATURE

Le pouvoir qui contrôle la monnaie et le crédit contrôle l'économie.
Le crédit public est donc l'arme qui permet de créer
un développement global, c'est-à-dire économique, humain et social.

100 MILLIARDS/AN

émission ex-nihilo en anticipation
des richesses générées,
soit 4,5% du PIB, contre 5% du PIB
lors du New Deal de Roosevelt

ÉCONOMIE RÉELLE

Grands travaux (espace, mer, nucléaire, infrastructures...)

Revitalisation du territoire
Urgence sociale

HAUSSE DU NIVEAU DE VIE

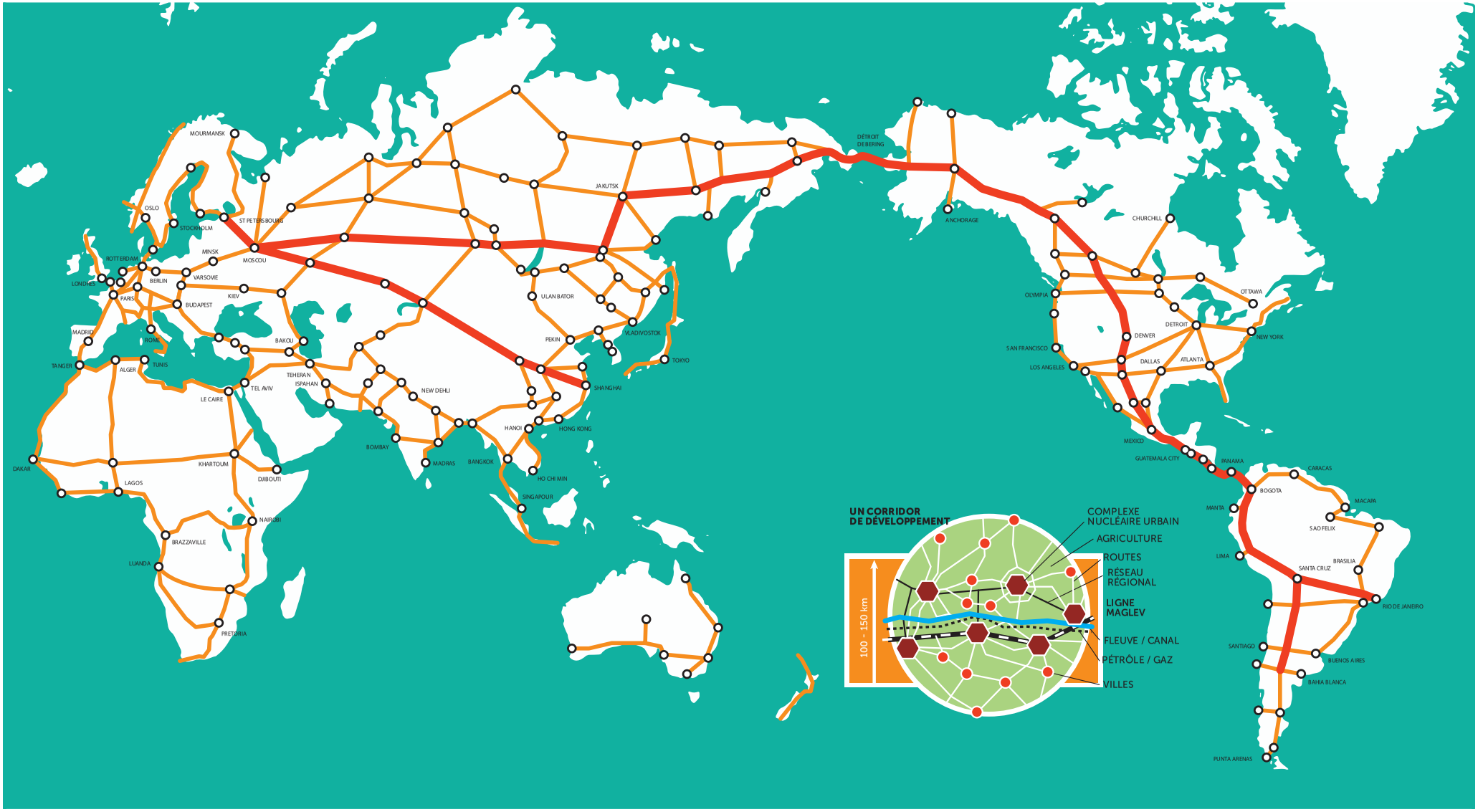
donnant sa valeur au crédit et
constituant sa contrepartie réelle

EFFETS D'ENTRAÎNEMENT

- Qualification de la Main d'oeuvre
- Réindustrialisation
- Nouvelles filières
- Aménagement du territoire
- Découvertes scientifiques

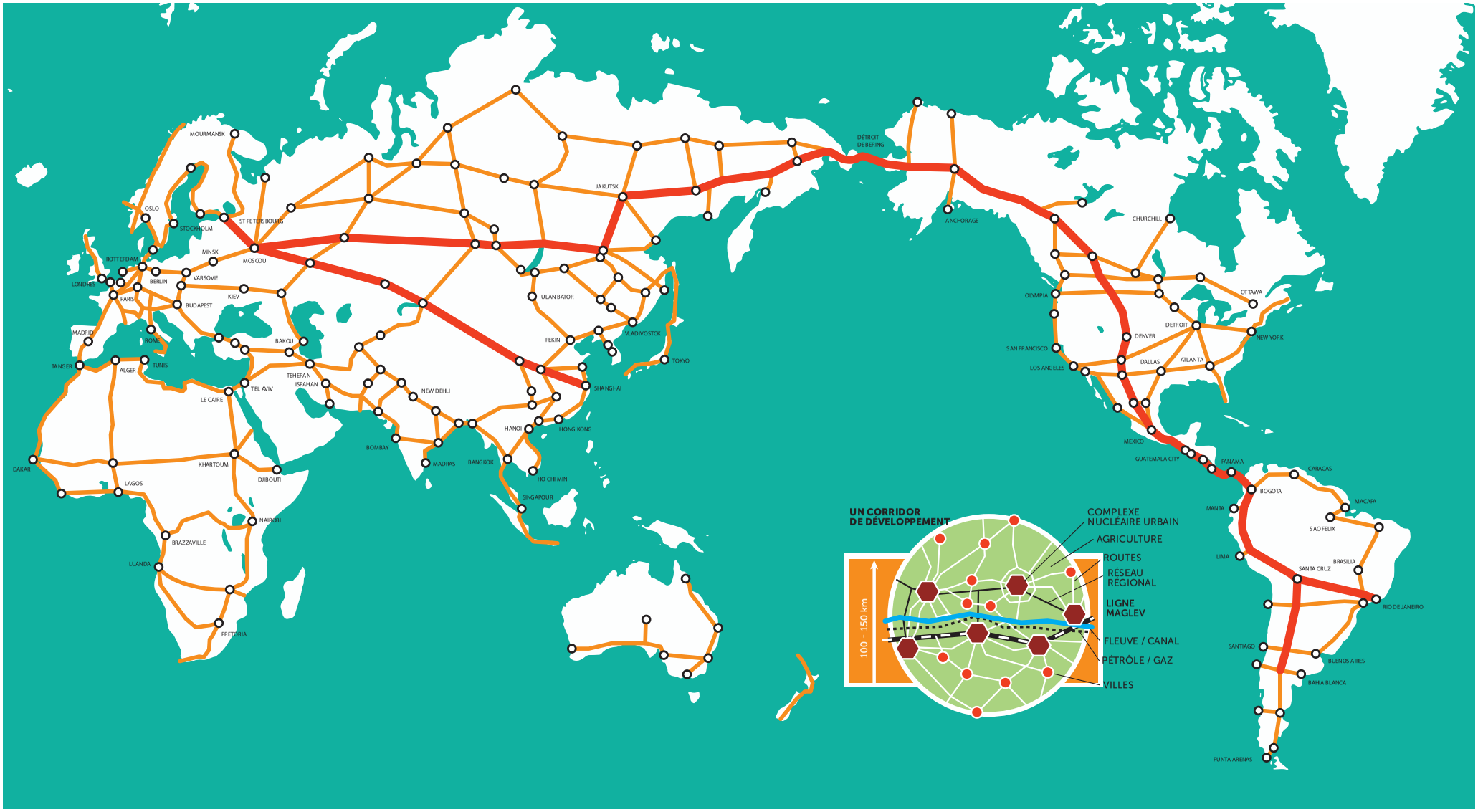
Le pont terrestre mondial

Le projet de pont terrestre mondial est celui d'accomplir le développement de toutes les nations, et par là, joindre l'humanité en moyens d'échanges matériels, humains et culturels. Ce projet est en tête depuis Lincoln et la construction du transaméricain.



Le pont terrestre mondial

Le projet de pont terrestre mondial est celui d'accomplir le développement de toutes les nations, et par là, joindre l'humanité en moyens d'échanges matériels, humains et culturels. Ce projet est en tête depuis Lincoln et la construction du transaméricain.



Solidarité & progrès

Le mouvement politique
de Jacques Cheminade

Solidarité & progrès

Le mouvement politique
de Jacques Cheminade